



## Division des droits des Palestiniens

Avril 2012  
Volume XXXV, Bulletin n° 4

### Bulletin sur les activités menées par le système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales concernant la question de Palestine

#### Table des matières

	<i>Page</i>
I. Déclaration du Commissaire général de l'UNRWA sur les défis lancés et les possibilités offertes aux jeunes dans les situations de crise . . . . .	3
II. Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine tenue à Genève . . . . .	6
III. Déclaration du Quatuor sur le dialogue israélo-palestinien . . . . .	7
IV. Manifestation organisée par la CNUCED à Doha sur le rôle de la coopération arabe dans l'appui à l'économie palestinienne . . . . .	8
V. Exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne . . . . .	10
VI. Déclaration du Secrétaire général sur l'implantation de colonies de peuplement . . . . .	13
VII. Préoccupations du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien concernant la politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement . . . . .	14



Le Bulletin peut être consulté sur le site Web du système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine : <http://unispal.un.org>.

---

## **1. Déclaration du Commissaire général de l'UNRWA sur les défis lancés et les possibilités offertes aux jeunes dans les situations de crise**

*La déclaration qui suit a été prononcée par Filippo Grandi, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, à la Conférence internationale de Doubaï sur l'aide humanitaire et le développement (DIHAD), le 1<sup>er</sup> avril 2012 :*

Le premier message que je veux vous transmettre aujourd'hui est très simple : nous devons associer les jeunes à nos débats lorsque nous abordons les questions qui les concernent. Dans un monde où ils communiquent plus rapidement et plus efficacement que leurs aînés, nous ne pouvons plus nous contenter de parler d'eux sans les faire participer, surtout si nous voulons mettre au point des programmes qui répondent à leurs besoins.

Situé à la croisée du travail humanitaire (en particulier dans des situations précaires comme à Gaza) et des activités de développement humain (dont l'éducation est la plus importante), l'UNRWA est bien placé pour aborder, dans une instance telle que la présente conférence, les défis lancés et les perspectives offertes aux jeunes dans les situations de crise. Je tiens à mettre particulièrement l'accent sur l'éducation et, dans cette optique, partager avec vous certaines considérations susceptibles d'enrichir vos débats de ces prochains jours.

L'éducation est le domaine d'activité le plus représentatif de l'UNRWA : nous administrons actuellement plus de 700 établissements d'enseignement, qui accueillent plus d'un demi-million d'élèves. Nous disposons également de 10 écoles d'enseignement professionnel et technique et de 3 écoles de formation d'enseignants. Il s'agit là d'une énorme responsabilité. L'UNRWA forme davantage d'enfants et de jeunes que plusieurs gouvernements, et ce, par-delà les frontières et souvent dans des situations de conflit. Il garantit ce droit fondamental qu'est le droit à l'éducation pour les jeunes réfugiés, lesquels, privés d'État, ne seraient sinon tout bonnement pas scolarisés. L'UNRWA doit s'acquitter de cette lourde responsabilité avec des ressources qui ne représentent qu'une part infime des budgets dont disposent la plupart des ministères de l'éducation. Nous dispensons un enseignement de base pour un coût moyen inférieur à 2 dollars par personne et par jour, contre 15 dollars aux Émirats arabes unis, par exemple. Cela paraît économiquement rationnel, ainsi que nos donateurs l'exigent bien entendu de nous. C'est certainement le cas. N'oubliez pas, toutefois, que cela signifie aussi que nous investissons bien trop peu dans la qualité de l'enseignement dont dépendent tant d'enfants, comme en témoigne la baisse des résultats scolaires.

Mon deuxième message est le suivant : l'éducation est un besoin élémentaire, même pour les populations en détresse – comme les réfugiés –, dont on considère habituellement que les besoins « humanitaires » essentiels se limitent à la nourriture, à l'eau, au logement et aux soins de santé. L'éducation et la formation professionnelle, même en période de conflit ou dans d'autres situations critiques, doivent faire l'objet d'un investissement suffisant.

Cela n'est pour l'instant pas le cas, du moins en ce qui nous concerne. Nos moyens sont si limités que nous avons beaucoup de mal à répondre aux besoins d'un nombre d'élèves qui croît de quelque 8 000 personnes par an rien qu'à Gaza. Pour

---

remédier à ce problème, il est nécessaire d'accorder davantage d'attention au volet « matériel » de l'éducation : de nouvelles écoles, plus d'espace et un matériel de meilleure qualité. À cet égard, je remercie nos donateurs arabes, dont la très grande générosité a permis de financer des projets de construction d'écoles. Grâce à des donateurs comme..., l'UNRWA a pu, au cours des trois dernières années, lancer ou achever des projets de nouvelles écoles, en particulier à Gaza et au Liban.

Cependant, le volet « logiciel » de l'éducation – versement des salaires des enseignants, couverture de frais tels que les frais de transport ou de chauffage, et révision des programmes d'enseignement pour les rendre conformes aux normes de qualité du XXI<sup>e</sup> siècle – revêt également une importance cruciale. Je tiens à le souligner parce qu'il est plus facile d'obtenir des fonds pour construire des écoles. Mobiliser des ressources pour le volet « logiciel », en particulier auprès des donateurs de cette région, est une tâche beaucoup, beaucoup plus ardue.

La modernisation de l'enseignement est absolument vitale pour les jeunes. L'UNRWA, de concert avec de nombreux gouvernements de la région, réfléchit actuellement aux moyens de perfectionner les méthodes d'enseignement et les programmes de sorte que notre système éducatif réponde aux exigences du monde d'aujourd'hui. Notre plan de réforme actuel a pour principal objectif de développer l'esprit critique, autrement dit de veiller à ce que les élèves sachent poser des questions et trouver les réponses, ce qui est indispensable si nous voulons que les jeunes puissent prendre des décisions éclairées et apporter une contribution positive à la vie en société. Cet objectif est au cœur de certaines des demandes les plus fondamentales exprimées par les jeunes réfugiés dans le cadre de notre conférence et, d'une manière générale, par les jeunes de la région : davantage de prospérité grâce à un meilleur accès aux connaissances et à l'emploi, une répartition plus équitable des ressources et une plus grande participation aux décisions. Ces mesures ont bien entendu un coût, mais je vous assure que celui-ci est bien inférieur au prix que nous devons payer si nous restons les bras croisés.

Mon troisième message aujourd'hui porte donc sur la nécessité d'appuyer le volet « logiciel » de l'éducation et, en particulier, les réformes de l'enseignement menées dans l'intérêt de tous. Nous tenons à faire en sorte que les supports pédagogiques et les méthodes d'enseignement stimulent les élèves et les encouragent à travailler de différentes façons, notamment à recourir aux nouvelles technologies. Nous voulons également répondre aux besoins d'apprentissage de tous les élèves, en tenant compte de leurs capacités, de leur développement personnel et social, et de leur style d'apprentissage. En outre, il est impératif d'accroître le professionnalisme des enseignants en veillant à ce qu'ils soient motivés et bien formés.

Dans le même temps, tout comme d'autres acteurs du système éducatif, nous disposons de deux atouts extrêmement précieux, à savoir des enseignants et des élèves particulièrement motivés. Appartenant à des communautés en exil, tous savent que les écoles de l'UNRWA ont une importance déterminante pour l'identité palestinienne et la réussite individuelle. L'école est le cœur même de la communauté des réfugiés. Vous seriez étonnés de voir la place qu'occupe la scolarité des enfants et des jeunes dans la vie quotidienne et comme on s'efforce qu'ils réussissent, et, espère-t-on, qu'ils réussissent assez bien pour échapper à la pauvreté et en faire sortir leur famille.

---

Mon quatrième message, qui a une portée particulière pour tous les réfugiés, et en particulier pour les Palestiniens, est le suivant : l'éducation est le creuset de l'identité, aussi bien nationale que personnelle. Il s'agit là selon moi d'une question très importante sur laquelle la Conférence doit se pencher, car les crises humanitaires sont à l'origine de déplacements, lesquels constituent une menace pour l'identité. Ceux qui courent le plus de risques à cet égard sont les jeunes. La crise palestinienne et son cortège de réfugiés en sont l'exemple le plus marquant, le plus ancien et le plus grave, et davantage encore aujourd'hui, alors que la paix semble bien lointaine, que l'occupation des terres palestiniennes gagne du terrain de jour en jour et que l'idée d'un règlement juste et durable de la question des réfugiés palestiniens tombe peu à peu dans l'oubli. Si les Palestiniens, tout dispersés qu'ils soient, parviennent depuis si longtemps à préserver leur identité et leur volonté d'avoir leur propre État, c'est aussi parce que leur identité s'est forgée dans les écoles de l'UNRWA.

Dans le même temps, le conflit et l'exil sont bien souvent à l'origine de profondes divisions qui s'étendent sur plusieurs générations. Ce sont des plaies qui cicatrisent difficilement, en particulier lorsqu'une solution politique semble hors de portée, comme dans le cas du conflit israélo-palestinien. Leur cicatrisation est toutefois une condition *sine qua non* de l'instauration de la paix, en particulier en ce qui concerne les jeunes. De fait, il était bien inspiré d'inscrire, à l'ordre du jour de la présente conférence, une séance sur les jeunes et la réconciliation. D'après notre expérience, l'éducation peut faire partie des instruments qui aideront (au minimum) à créer des conditions favorables à l'instauration de la paix. La spécificité de l'UNRWA, qui est à la fois organisme des Nations Unies et prestataire de services éducatifs dans l'une des régions les plus violentes et les plus instables du monde, nous permet de faire de nos écoles des lieux où les droits de l'homme, la tolérance, le règlement des conflits et les valeurs des Nations Unies en général sont enseignés aux jeunes dans le cadre d'un programme spécial qui a été mis en place il y a 12 ans et est actuellement en cours d'amélioration.

Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux au Moyen-Orient. L'une des plus grandes contributions que l'on peut apporter à la paix et à la stabilité est de donner à ces jeunes les moyens de devenir des précurseurs, des entrepreneurs, des dirigeants et des membres productifs de leur communauté. Telle est la leçon que le personnel de l'UNRWA a retenue à l'issue de plusieurs dizaines d'années d'enseignement et d'exécution d'autres programmes en faveur d'une des collectivités les plus fragiles et les plus sensibles de la région, à savoir les réfugiés palestiniens. Ainsi, le dernier message que j'ai à vous transmettre aujourd'hui, et qui est peut-être le plus important, est le suivant : l'éducation – et, d'une manière générale, le fait d'investir dans les jeunes – doit être vue non seulement comme un facteur de développement essentiel mais également comme un instrument stratégique crucial.

Pour reprendre l'idée évoquée plus haut, les jeunes Palestiniens se caractérisent par leur énergie positive, leur intelligence et leur potentiel. Ils exigent toutefois une attention particulière du fait de leur extrême vulnérabilité, où qu'ils soient – au Liban, où ils font partie d'une communauté marginalisée, en Syrie, où le conflit ne cesse de s'aggraver, et, surtout, dans le territoire palestinien occupé, où ils sont victimes des violations des droits de l'homme que l'occupation inflige à tous les Palestiniens avec l'expansion des colonies de peuplement ou le blocus de Gaza, qui enfreignent tous deux le droit international. À l'issue de la Conférence de Bruxelles, nous avons formulé 10 engagements à l'égard des jeunes réfugiés

---

palestiniens, qui vont de l'amélioration de la qualité de l'éducation et des soins de santé à la création de programmes d'octroi de prêts aux jeunes, en passant par la mise en place de mécanismes visant à mieux associer les jeunes réfugiés aux discussions qui concernent leur avenir et aux travaux de l'UNRWA. Nous sommes convaincus qu'il est crucial d'investir en eux, non seulement pour leur bien-être à eux mais également dans l'intérêt de la stabilité de la région.

C'est en recevant notre soutien aujourd'hui que les jeunes réfugiés palestiniens, tout comme leurs pairs de l'ensemble du Moyen-Orient, seront à même de relever les grands défis de demain – et il est de notre responsabilité (et quelle responsabilité!) de faire en sorte qu'ils puissent les relever la tête haute, avec fierté, confiance et ambition.

## **II. Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine tenue à Genève**

*Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a organisé, à Genève les 3 et 4 avril, la Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine, sur le thème « La question des prisonniers politiques palestiniens dans les prisons et les centres de détention israéliens : incidences juridiques et politiques ». À la séance d'ouverture, Maxwell Gaylard, Coordonnateur spécial adjoint des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Coordonnateur des Nations Unies pour les activités humanitaires et le développement dans le territoire palestinien occupé, a donné lecture du message adressé à la Réunion par le Secrétaire général, Ban Ki-moon, dont des extraits sont reproduits ci-après (SG/SM/14211-GA/PAL/1227) :*

[...]

Le processus de paix au Moyen-Orient est dans une impasse dangereuse. L'année a pourtant débuté sur une initiative encourageante, pilotée par le Gouvernement jordanien, visant à amener Israël et les Palestiniens à reprendre les pourparlers directs, mais des obstacles les ont une fois de plus empêchés de trouver un terrain d'entente suffisant pour continuer sur cette voie.

La date butoir fixée par le Quatuor pour parvenir à un accord, à savoir la fin de l'année, demeure l'objectif à atteindre. Le Quatuor poursuivra ses efforts en ce sens. Dans le même temps, nous devons tous faire notre possible pour renforcer l'Autorité palestinienne, faire avancer la question de l'édification d'un État et remédier à la situation financière critique dans laquelle se trouve l'Autorité palestinienne.

Sur le terrain, de nombreuses questions appellent une attention immédiate, notamment le sort des prisonniers palestiniens qui se trouvent dans des centres de détention israéliens. J'ai à plusieurs reprises exprimé mon inquiétude à ce sujet, notamment lorsque je me suis rendu dans le territoire palestinien occupé en février dernier. Si le nombre total de prisonniers a diminué, il s'élève encore à environ 4 400, dont quelque 200 mineurs.

Plus de 300 prisonniers font l'objet d'un internement administratif. Certains ont fait la grève de la faim pour protester contre leur situation. L'internement administratif ne devrait être ordonné que compte tenu de paramètres très précis et uniquement dans des circonstances exceptionnelles, pendant une période aussi

---

courte que possible et sans préjudice des droits des prisonniers. Les détenus doivent pouvoir contester la légalité de leur privation de liberté et, en l'absence d'accusations portées contre eux officiellement, ils devraient être libérés sans retard. L'ONU continue de suivre de près les conditions de vie des détenus et d'évoquer leur situation avec les autorités israéliennes. Je demande à Israël de respecter les obligations que lui impose le droit international, notamment la quatrième Convention de Genève.

L'arrestation de députés du Conseil législatif palestinien et le transfert forcé de certains d'entre eux de Jérusalem-Est à Ramallah sont également sources de préoccupation et font peser une menace sur les droits fondamentaux des Palestiniens vivant à Jérusalem-Est. Ces mesures creusent le fossé qui sépare les sociétés israélienne et palestinienne. Pour restaurer la confiance, chacune des parties doit prendre des initiatives audacieuses, et notamment libérer des prisonniers palestiniens et les remettre à l'Autorité palestinienne.

L'avènement d'un État palestinien viable, vivant aux côtés d'Israël dans la paix et la sécurité, n'a que trop tardé. Les dirigeants israéliens et palestiniens doivent impérativement reprendre les pourparlers directs visant à parvenir à un accord fondé sur la coexistence de deux États, comme le demande le Quatuor. Le seul moyen d'atteindre cet objectif fondamental est de mener des négociations en vue de régler toutes les questions relatives au statut permanent, notamment la délimitation des frontières, la sécurité, l'eau, les réfugiés et Jérusalem.

La dynamique politique qui s'engagera entre Israéliens et Palestiniens dans les mois à venir sera décisive. Son absence ne fait qu'accentuer l'incertitude. Nous devons avancer résolument et rapidement sur la voie de la paix et créer un élan positif dans tous les aspects des relations israélo-palestiniennes, notamment en ce qui concerne la question des prisonniers palestiniens.

[...]

### **III. Déclaration du Quatuor sur le dialogue israélo-palestinien**

*La déclaration suivante du Quatuor pour le Moyen-Orient (Nations Unies, Fédération de Russie, États-Unis, Union européenne) a été rendue publique le 11 avril 2012 :*

Le Quatuor, représenté par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergey Lavrov, la Secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Rodham Clinton, et la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, M<sup>me</sup> Catherine Ashton, s'est réuni le 11 avril 2012 à Washington. Se sont joints au groupe le représentant du Quatuor, Tony Blair, et le Ministre des affaires étrangères de la Jordanie, Nasser Judeh, qui a rendu compte du rôle joué par son pays. Le Quatuor a souligné son appui aux efforts constructifs entrepris par le Roi Abdallah de Jordanie et le Ministre jordanien des affaires étrangères.

À la suite de sa consultation du 12 mars 2012 à New York, le Quatuor a réaffirmé son adhésion à tous les éléments de sa déclaration du 23 septembre 2011

---

et renouvelé l'appel qu'il a lancé aux parties, leur demandant d'honorer les objectifs fixés. Il s'est félicité des projets de dialogue entre les parties et a évoqué les moyens d'appuyer les efforts déployés en ce sens.

Le Quatuor a particulièrement pris note de la réunion du Comité spécial de liaison, tenue le 21 mars 2012 à Bruxelles, et souligné qu'il faut que la communauté internationale continue de soutenir l'importante action que mène l'Autorité palestinienne en matière de renforcement des institutions. Il a encouragé l'Autorité palestinienne à continuer d'œuvrer dans ce but. À cet égard, il a demandé à la communauté internationale de garantir la contribution de 1,1 milliard de dollars en matière d'aide dont l'Autorité palestinienne a besoin pour financer ses dépenses de fonctionnement en 2012. Il a salué les efforts déployés par les parties pour résoudre les questions en suspens concernant la perception des recettes fiscales et douanières, et les a exhortées à régler ce problème au plus vite.

#### **IV. Manifestation organisée par la CNUCED à Doha sur le rôle de la coopération arabe dans l'appui à l'économie palestinienne**

*La treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est tenue à Doha (Qatar) du 21 au 26 avril 2012. Une réunion-débat intitulée « Soutenir l'économie palestinienne sous occupation : le rôle de la coopération arabe » a eu lieu le 19 avril. Des extraits en sont reproduits ci-après (TD/465) :*

[...]

Les participants ont examiné les travaux de recherche et d'analyse des politiques menés par le secrétariat de la CNUCED depuis la douzième session de la Conférence, en vue de contribuer aux travaux futurs dans le cadre du programme d'assistance au peuple palestinien de la CNUCED. La réunion a permis de mettre en lumière les questions qui se posaient telles que perçues par des représentants des milieux universitaires, de gouvernements, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile.

Parmi les questions traitées figuraient notamment les espoirs déçus par rapport aux Accords d'Oslo et l'impasse dans laquelle se trouvaient les efforts en vue de l'établissement d'un État palestinien viable, la politique israélienne de blocus et de bouclage dans le territoire palestinien occupé, l'érosion forcée de l'appareil productif, une économie sous restrictions n'exploitant pas son potentiel, et une marge d'action insuffisante pour le redressement économique et la croissance durable. L'attention a été appelée aussi sur le déficit commercial bilatéral chronique avec Israël; sur les distorsions structurelles, en particulier dans le secteur des biens marchands; sur les difficultés d'une réforme de la politique économique à cause de l'occupation; et sur les pertes de recettes publiques, l'instabilité et l'incertitude. Il a également été fait référence aux mesures israéliennes pour séparer Jérusalem-Est de l'économie palestinienne, à la confiscation des terres et des ressources naturelles, à la démolition d'habitations palestiniennes, à la construction de colonies israéliennes illégales et au mur de séparation de la rive occidentale.

On a souligné qu'il était essentiel de renforcer les capacités productives palestiniennes en matière agricole et manufacturière pour atténuer l'impact des



---

mesures israéliennes. L'Autorité palestinienne pourrait tenter de renforcer ces capacités en améliorant le cadre réglementaire et en dirigeant les ressources, y compris l'aide, vers l'agriculture et le secteur manufacturier, en renforçant le capital humain et en mobilisant la jeunesse. Mais pour mettre en œuvre de tels programmes, l'Autorité palestinienne aurait besoin d'une marge d'action accrue. La communauté internationale devait mener des actions de plaidoyer et de persuasion pour promouvoir les intérêts économiques nationaux palestiniens, qui étaient sapés par l'occupation israélienne.

De tout temps, Jérusalem-Est avait été le centre économique, social et culturel du peuple palestinien. Mais son isolement du reste du territoire palestinien occupé était perpétué par les politiques israéliennes de bouclage, de confiscation des terres et de développement de colonies dans la ville et aux alentours. Les mesures restreignant l'entrée des personnes et des marchandises venant du reste du territoire palestinien occupé compromettaient grandement le développement de l'économie palestinienne dans la ville. Il fallait donc d'importantes ressources financières pour pouvoir investir dans le tourisme, et notamment pour rénover la vieille ville, ses magasins et ses hôtels. Des initiatives pour promouvoir la création d'entreprises en assurant des possibilités de crédit et de formation et en renforçant les liens avec le reste du territoire palestinien occupé seraient extrêmement utiles pour revitaliser l'économie. Et des investissements dans le système éducatif et dans le système de santé, au niveau tant qualitatif que quantitatif, étaient nécessaires aussi pour renforcer le capital humain et améliorer le bien-être des Palestiniens de Jérusalem.

Mais si une aide internationale pouvait servir l'économie palestinienne dans le court terme, elle ne permettait pas de fonder un développement durable à long terme. Le territoire palestinien occupé avait besoin de revitaliser et de développer son appareil productif et d'améliorer le climat d'investissement. L'Autorité palestinienne devrait continuer à élaborer des stratégies, des politiques et des cadres juridique et réglementaire. Mais l'occupation restait le principal obstacle à la consolidation de l'économie palestinienne. Un État palestinien contigu et indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale, était une condition de base pour une croissance et un développement durables. En attendant que cet objectif soit atteint, la communauté internationale devrait intensifier ses efforts, pour atténuer les graves problèmes économiques créés par l'occupation. Il fallait notamment lever les mesures restreignant le mouvement des personnes et des marchandises, autoriser le libre-échange avec le reste du monde, et permettre aux Palestiniens d'accéder à leurs propres ressources naturelles et de les utiliser.

S'agissant du rôle de la coopération arabe pour soutenir l'économie palestinienne, il faudrait renforcer l'aide financière afin d'entreprendre de grands projets de développement, par exemple pour construire un port moderne à Gaza avec des routes maritimes vers les grandes plates-formes arabes; reconstruire l'aéroport national à Gaza; établir une compagnie de fret aérien avec d'importantes capacités; construire des lignes de transport principales pour rétablir les liaisons entre les villes, les centres de production et les postes frontière; et reconnecter Jérusalem-Est, la rive occidentale et la bande de Gaza. En outre, les échanges commerciaux avec les pays arabes devraient reposer sur des mesures de soutien au territoire palestinien occupé, avec la fourniture des produits importés essentiels à des conditions favorables à titre de subventions à la production palestinienne pour compenser le coût des bouclages et autres obstacles imposés par l'occupation. Il conviendrait en outre de mettre en place des programmes de soutien pour mobiliser des

---

investissements étrangers directs et les utiliser de façon optimale, en créant notamment un organisme de garantie des investissements chargé de compenser les risques de nature non commerciale pour les investisseurs. Mais la situation sur place rendait un tel projet irréalisable. Israël avait modifié la composition démographique du territoire palestinien occupé et pris le contrôle des ressources foncières, des ressources en eau et des autres ressources naturelles, atrophiant ainsi encore plus l'appareil productif palestinien. La coopération arabe devrait inclure des initiatives concertées adaptées aux priorités économiques nationales palestiniennes, ainsi qu'un appui renforcé pour promouvoir les droits économiques et sociaux et les autres droits fondamentaux du peuple palestinien.

En ce qui concerne le rôle de la société civile arabe, il fallait une stratégie pour mettre au jour les violations des droits fondamentaux palestiniens commises par la Puissance occupante, à travers une participation active aux instances internationales pertinentes. La société civile arabe devrait également appuyer les efforts dans le cadre de la campagne mondiale de boycottage, de désinvestissement et de sanctions ciblant les institutions qui appuyaient le régime d'occupation israélien ou qui entretenaient des relations avec celui-ci. Les acteurs de la société civile arabe devraient agir en coordination avec leurs homologues palestiniens pour lancer des campagnes de plaidoyer qui s'adressent à la communauté des donateurs, à la Ligue des États arabes et aux gouvernements arabes, en vue de renforcer le soutien financier au territoire palestinien occupé; de diriger les investissements vers les secteurs productifs et vers les petites et moyennes entreprises; et de promouvoir le commerce arabe avec l'économie palestinienne afin d'aider à créer des emplois et à générer des recettes.

## **V. Exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne**

*Le 23 avril 2012, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, B. Lynn Pascoe, a fait un exposé au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Des extraits en sont reproduits ci-après (S/PV.6757) :*

[...]

Pour l'ONU, la réalisation de la paix entre Israéliens et Palestiniens garde toute sa priorité. Le Secrétaire général a eu le plaisir de retrouver ses partenaires du Quatuor à Washington, le 11 avril, afin d'examiner les faits survenus ces six derniers mois et de trouver un moyen d'aller de l'avant, en s'appuyant sur la déclaration du Quatuor du 23 septembre 2011. Les principaux responsables du Quatuor ont entendu un exposé du Ministre jordanien des affaires étrangères, M. Nasser Judeh, sur les efforts déployés actuellement par la Jordanie pour encourager la tenue de pourparlers préliminaires. Après une interruption, les négociateurs se sont à nouveau réunis à Amman début avril et ont convenu d'échanger des lettres précisant leurs positions. Le Président Abbas et le Premier Ministre Nétanyahou ont depuis réaffirmé leur volonté de négocier. Bien que le contexte demeure fragile, toute occasion de mener un dialogue en vue de reprendre des négociations sérieuses doit être saluée et appuyée.

---

Conformément à un accord conclu précédemment entre les parties, le 17 avril, une délégation palestinienne de haut niveau a rencontré à Jérusalem le Premier Ministre Nétanyahou pour lui transmettre une lettre du Président Abbas. Le Premier Ministre a indiqué son intention d'y répondre par écrit. Une déclaration conjointe publiée à l'issue de cette rencontre a souligné qu'Israël et l'Autorité palestinienne étaient attachés à parvenir à la paix. Nous espérons que cet échange de lettres ouvrira la voie à un dialogue plus approfondi.

Dans le même temps, le Quatuor a indiqué qu'il fallait d'urgence observer des signes concrets sur le terrain. Il a notamment insisté sur la nécessité de continuer de fournir un appui international aux efforts importants de mise en place des institutions déployés par l'Autorité palestinienne. Il a également appelé l'attention sur le fait qu'une aide de 1,1 milliard de dollars est nécessaire pour couvrir les besoins financiers ordinaires de l'Autorité palestinienne en 2012. Le Quatuor a appelé à l'aboutissement rapide des efforts pour régler les questions en suspens relatives à la collecte des recettes fiscales et douanières. Il a également insisté sur la nécessité d'améliorer la situation dans la zone C, en Cisjordanie, un élément essentiel à la viabilité d'un futur État palestinien. Les Palestiniens doivent avoir accès à un régime d'urbanisation et d'occupation des sols équitable afin de ne pas avoir à construire des structures sans autorisation, ce qui entraîne des démolitions injustifiées frappant souvent les personnes les plus vulnérables. L'accès à la zone C permettra également de promouvoir un développement urbain plus que nécessaire, en particulier dans les zones adjacentes à des villes existantes.

Rappelant aux deux parties leurs obligations au titre de la Feuille de route, le Quatuor leur a de nouveau demandé de s'abstenir de tout acte qui pourrait saper la confiance. En l'absence d'horizon politique, la fragilité de la situation sur le terrain suscite de graves inquiétudes. Le 30 mars, à l'occasion de la Journée de la terre palestinienne, des manifestations de grande ampleur ont eu lieu en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ainsi qu'à Gaza, au Liban, en Jordanie et, dans une moindre mesure, en Égypte et en République arabe syrienne. Des affrontements entre manifestants et Forces de défense israéliennes (FDI) ont fait un mort, un Palestinien, et environ 180 blessés. Les FDI avaient pris des mesures antiémeutes afin de minimiser le nombre de victimes, qui sans cela aurait été plus élevé. En Cisjordanie et à Gaza, les forces de sécurité palestiniennes avaient elles aussi mis en place des mesures pour éviter une effusion de sang et, au Liban, les autorités libanaises avaient fait en sorte de prévenir les tensions et la violence à proximité immédiate de la Ligne bleue. Néanmoins, nous restons conscients que, vu la fragilité du contexte actuel, le risque d'une explosion de violence est continuellement présent.

Les incidents de sécurité observés ce mois en sont la preuve. Les affrontements entre manifestants et FDI ont entraîné la mort de quatre Palestiniens et fait 293 blessés, dont 30 enfants. Les FDI ont mené 314 opérations en Cisjordanie occupée, durant lesquelles un Palestinien a été tué et 248 autres blessés, dont 12 enfants. Deux soldats des Forces de défense israéliennes ont également été blessés. En outre, 209 Palestiniens ont été arrêtés. Le 18 avril, l'armée israélienne a suspendu de leurs fonctions un officier supérieur qui avait agressé un militant étranger en Cisjordanie et un membre des services commandos qui avait tué un Palestinien au cours d'un entraînement dans un village de Cisjordanie. Le 2 avril, les forces de sécurité israéliennes ont attaqué un centre de presse palestinien à Jérusalem-Est, et y ont saisi du matériel et des dossiers. À deux reprises, les 2 et

---

19 avril, des citoyens israéliens ont été attaqués à Jérusalem-Est – dans le premier cas, apparemment par un Palestinien armé d’une hache –, mais aucun d’eux n’a subi des blessures graves.

Le Quatuor a noté que l’Autorité palestinienne avait fait des progrès importants sur le plan de la sécurité en Cisjordanie. Les forces de sécurité palestiniennes ont poursuivi leurs efforts pour maintenir l’ordre en Cisjordanie. Il y a eu néanmoins quelques incidents. Le 15 avril, un militant palestinien a été tué et plusieurs autres ont été blessés dans un échange de tirs avec les forces de sécurité palestiniennes qui procédaient à des arrestations près de Djénine. En ce qui concerne l’application de la loi et le maintien de l’ordre en toute transparence par les forces de sécurité de l’Autorité palestinienne en Cisjordanie, nous sommes particulièrement préoccupés par les informations selon lesquelles le nombre de journalistes et de blogueurs palestiniens arrêtés ou victimes d’actes d’intimidation pour avoir exprimé leur opinion est en augmentation.

Le Gouvernement israélien a lancé des appels d’offres pour la construction de plus de 1 000 logements dans le territoire palestinien occupé, dont 870 dans la colonie de Har Homa à Jérusalem-Est, et le reste dans une colonie située en Cisjordanie. Ces mesures sapent les efforts visant l’application d’une solution à deux États et vont à l’encontre des dispositions du droit international.

Suite à une action en justice intentée par une association de colons israéliens, deux familles de réfugiés palestiniens ont été expulsées de leurs maisons situées au cœur du quartier palestinien de Beit Hanina, à Jérusalem-Est. Au total, 54 structures palestiniennes, dont 14 logements, ont été démolies en Cisjordanie, entraînant le déplacement de 117 Palestiniens, dont 63 enfants.

Le Quatuor est préoccupé par la poursuite des actes de violence de la part des colons en Cisjordanie et a demandé à Israël de prendre des mesures concrètes, notamment de traduire les auteurs de ces actes en justice. Le 4 avril, les forces de sécurité israéliennes ont évacué 12 familles de colons qui avaient élu domicile dans une maison à Hébron.

Le Secrétaire général suit de près la situation des prisonniers palestiniens détenus dans les centres de détention israéliens. Environ 320 prisonniers sont toujours en détention administrative. Le 1<sup>er</sup> avril, l’affaire de la prisonnière Hana Shalabi a été conclue, lorsque celle-ci a accepté d’être expulsée vers Gaza, après une grève de la faim de 43 jours. Cependant, des manifestations ont été organisées le 17 avril dans la bande de Gaza et en Cisjordanie pour commémorer la Journée du prisonnier palestinien, et 1 200 prisonniers palestiniens auraient entamé une grève de la faim illimitée pour protester contre leurs conditions de détention.

En ce qui concerne la bande de Gaza, le Quatuor, tout en réaffirmant ses positions antérieures, a déclaré que la situation à l’intérieur et aux alentours de Gaza sera toujours précaire et instable tant que la Cisjordanie et Gaza n’auront pas été réunies sous une autorité palestinienne légitime qui honore les engagements de l’Organisation de libération de la Palestine sous une autorité palestinienne légitime. Aucun progrès n’a été réalisé dans le cadre du processus de réconciliation depuis la déclaration de Doha du 6 février. Le Quatuor a en outre souligné l’importance de continuer à prendre les mesures qui s’imposent pour répondre aux besoins des habitants de Gaza, et a constaté avec satisfaction qu’à la réunion du Comité spécial

---

de liaison, le Gouvernement israélien avait approuvé les projets de l'ONU concernant la construction des infrastructures prioritaires à Gaza.

Ce mois-ci, 13 roquettes, dont une roquette Grad et 11 mortiers, ont été tirées de Gaza en direction d'Israël; les FDI ont, quant à elles, mené trois incursions et trois frappes aériennes à Gaza. Des affrontements dans la bande de Gaza ont entraîné la mort de deux civils palestiniens et d'un militant. Trente-neuf civils et deux militants ont été blessés. Un Palestinien a été tué dans des activités relatives au tunnel. Deux Palestiniens ont été tués par des soldats des FDI les 1<sup>er</sup> et 3 avril, respectivement, lorsqu'ils se sont approchés de la clôture de sécurité. L'un était supposément armé et essayait de poser des explosifs, mais le deuxième était un jeune homme de 17 ans, non armé. Les attaques aveugles à la roquette contre Israël menées depuis Gaza doivent cesser et les forces israéliennes doivent faire preuve de la plus grande retenue.

Le 7 avril, les autorités de facto du Hamas ont exécuté trois prisonniers, dont deux poursuivis au pénal et un autre accusé de collaboration avec Israël. Ces exécutions n'ont pas reçu l'aval du Président Abbas, exigé au titre de la Loi fondamentale palestinienne. Les organisations palestiniennes et internationales des droits de l'homme ont condamné fermement la politique d'exécution que le Hamas continue de pratiquer à Gaza. L'ONU continue d'appeler les autorités palestiniennes à mettre un terme à tous les procès militaires.

Le 5 mars, deux autres roquettes Grad auraient été tirées à partir de la péninsule du Sinaï en direction de la ville israélienne d'Eilat. L'une de ces roquettes a atterri à proximité d'une zone résidentielle, causant des dégâts limités.

Le Secrétaire général s'est félicité de la récente réunion entre Israéliens et Palestiniens et des engagements publics que les deux parties ont pris. Il faut maintenant profiter de cette avancée fragile et saisir cette occasion pour promouvoir progressivement le dialogue, tout en continuant d'apporter un appui international aux efforts que l'Autorité palestinienne déploie aux fins du renforcement des institutions.

## **VI. Déclaration du Secrétaire général sur l'implantation de colonies de peuplement**

*La déclaration suivante a été communiquée le 24 avril 2012 par le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon :*

Le Secrétaire général est profondément troublé par la décision du Gouvernement israélien d'approuver officiellement l'installation de trois colonies situées en Cisjordanie : Sansana, Rechelim et Bruchin.

Le Secrétaire général réitère que toute activité de colonisation est illégale au regard du droit international. Elle va à l'encontre des obligations d'Israël en vertu de la Feuille de route et des appels répétés du Quatuor à l'endroit des parties à s'abstenir de provocations. Le Secrétaire général est déçu du fait qu'une telle décision intervient au moment où se multiplient les efforts en vue de relancer le dialogue.

---

## **VII. Préoccupations du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien concernant la politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement**

*La déclaration ci-après a été publiée le 25 avril 2012 par le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien :*

Le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien est profondément préoccupé par la récente décision du Gouvernement israélien de « légaliser » trois avant-postes de colonies non autorisées en Cisjordanie : « Sansana », « Rechelim » et « Bruchin ». Tandis qu'Israël, puissance occupante, s'est ouvertement engagée dans l'expansion illégale de colonies sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ces actions cyniques représentent la première implantation officielle de nouvelles colonies en Cisjordanie depuis 20 ans, selon le mouvement israélien « La paix maintenant ». Dans le même temps, le Gouvernement israélien intensifie ses efforts pour contrecarrer l'évacuation de l'avant-poste « Ulpana » ordonnée par la Cour suprême.

Il doit être clairement rappelé que les colonies israéliennes restent illégales au regard de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, tel que réaffirmé dans de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et par l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice concernant le mur de séparation construit par Israël. Les activités de colonisation israéliennes contreviennent également de manière directe aux obligations prévues dans la Feuille de route, qu'Israël continue d'ignorer. La communauté internationale maintient sa position de principe selon laquelle les colonies constituent l'obstacle principal à la reprise du processus de paix israélo-palestinien. En continuant à poursuivre une politique du fait accompli sur le terrain, et de modifier la situation démographique du territoire palestinien occupé, le Gouvernement israélien affaiblit rapidement les chances d'une solution de paix sur la base des frontières d'avant 1967.

Le 11 avril, le Quatuor a exprimé sa préoccupation face aux actions unilatérales et de provocation, y compris la poursuite des activités de colonisation, qui ne sauraient préjuger du résultat des négociations. Il est particulièrement troublant qu'au moment où les dirigeants palestiniens communiquent au Gouvernement israélien leurs dernières initiatives en faveur d'une reprise du processus de paix, et où le Quatuor et ses partenaires régionaux redoublent d'efforts dans cette direction, Israël, puissance occupante, choisisse au contraire de poursuivre dans la voie de l'intransigeance, faisant fi de la volonté collective de la communauté internationale.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont affirmé que, durant la seule dernière semaine, 67 réfugiés palestiniens, enfants pour plus de la moitié d'entre eux, ont été à nouveau déplacés de force à la suite d'expulsions et de démolitions, tandis que les colons s'installent, constituant ainsi une nouvelle violation flagrante des obligations juridiques auxquelles Israël est tenu en tant que Puissance occupante.

Le Bureau du Comité réitère ses appels en direction du Gouvernement israélien pour qu'il gèle immédiatement toute activité de colonisation, démantèle les

---

avant-postes conformément à la Feuille de route, et s'abstienne de tout acte de provocation qui pourrait saper les efforts de la communauté internationale pour relancer les négociations entre Israéliens et Palestiniens. Le Bureau appelle le Quatuor à surveiller et garantir le respect de la Feuille de route par Israël. Le Bureau appelle le Conseil à respecter ses obligations juridiques en tant que gardien de la paix et de la sécurité internationales, et à trouver une solution pour obliger Israël, puissance occupante, à arrêter et démanteler ses colonies afin de préserver une solution à deux États. Le Bureau demande au pays dépositaire des Conventions de Genève de convoquer d'urgence une conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève pour s'assurer de sa mise en œuvre et faire en sorte qu'Israël respecte ses obligations juridiques.

---